



Des migrants expulsés de Mauritanie, au centre d'accueil de la Croix-Rouge sénégalaise, à Rosso, le 19 mars. SILVAIN CHERKAOUI POUR « LE MONDE »

En Mauritanie, la pression de l'UE complique la vie des migrants

Après les accords conclus il y a un an entre Bruxelles et Nouakchott, les contrôles à la frontière avec le Sénégal se sont durcis

REPORTAGE

ROSSO (MAURITANIE ET SÉNÉGAL) - envoyé spécial

Bégo Konaré ne lâche pas du regard le va-et-vient du bac sur le fleuve Sénégal. D'ordinaire paisible, l'embarcation qui relie les villes jumelles de Rosso en Mauritanie et Rosso au Sénégal vogue en eaux troubles depuis le début de la crise migratoire qui oppose le gouvernement mauritanien à ses voisins. C'est par ce « bac de malheurs » que le sans-papiers malien a été expulsé de Mauritanie. Évacué sur la rive sénégalaise du fleuve, ils sont plusieurs centaines, comme lui, à avoir embarqué de force.

Chaque jour, Mbaye Diop, le coordinateur local de la seule organisation humanitaire présente du côté sénégalais, accueille « des dizaines de personnes refoulées sans ménagement » par les forces de l'ordre mauritaniennes. Des opérations policières d'une envergure inédite qui tranchent avec la politique de tolérance observée jusqu'alors à Rosso. Au cours des vingt dernières années, la ville mauritanienne a vu affluer des centaines de milliers de migrants, dont de nombreux Sénégalais venus travailler dans la région fertile du fleuve ou décidés à remonter plus au nord pour rejoindre les îles espagnoles des Canaries et l'Union européenne.

« Parqués dans deux hangars »

Face à ce durcissement, les deux Rosso, pourtant si proches, semblent bien éloignés l'une de l'autre. Dans son bureau érigé au bord du fleuve, Mbaye Diop est la fragile vigie de ce « basculement ». Avec ses « faibles moyens », il distribue chaque jour un grand plat de ceeb (« riz », en wolof) à une trentaine de personnes. Mais l'ampleur des refoulements le préoccupe. Les précédentes vagues d'interpellations massives, observe l'humanitaire, qui travaille sur les questions migratoires depuis 2006, ciblaient « exclusivement des clandestins en partance pour l'Europe. Cette année, tous les profils de migrants sont visés ».



part vers l'Europe, selon les données de l'ONU. Face à une Méditerranée qui se ferme du fait des durcissements des contrôles, en Tunisie et en Libye, le mouvement vers la route migratoire de l'Atlantique a pris de l'ampleur. Entre 2022 et 2024, les arrivées sur les îles espagnoles des Canaries ont triplé, passant de 15 000 à quelque 45 000.

D'après le HCR, 1084 personnes ont perdu la vie en 2024 sur la route de l'Atlantique et des Canaries – un axe de plus de 1500 kilomètres entre Dakar et Las Palmas, que les pirogues peuvent mettre plus d'une semaine à parcourir. Et « la mortalité est exponentielle », alerte Carla Melki, cheffe à Médécins sans frontières (MSF) de la mission Migrations Atlantique, déployée depuis janvier entre le Sénégal et la Mauritanie.

Face à la hausse spectaculaire des arrivées aux Canaries, les autorités mauritaniennes voient les pressions s'accroître. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, se sont tous deux rendus, en mars 2024, à Nouakchott, afin de sceller des accords visant à empêcher les départs de migrants de Mauritanie.

« Il y a une concomitance entre le durcissement du régime mauritanien et l'accord signé avec les Européens », confirme Ibrahim Abdallay Ndiaye, coordinateur du Croissant-Rouge mauritanien. Un pacte stratégique, avec à la clé, des financements de 210 millions d'euros qui comportent un volet sécuritaire important, dont la construction de centres de rétention, y compris à Rosso.

Sur les deux rives du fleuve Sénégal, l'arsenal antimmigration a déjà été renforcé avec l'équipement d'un logiciel espion censé capter les données GPS et les messages WhatsApp. Mais les étrangers restent nombreux sur la rive mauritanienne du fleuve. Sans eux, l'agriculture florissante de cette région – on y cultive du riz, des oignons et des pastèques – serait fragilisée.

John Sanko est l'un de ces ouvriers agricoles qui travaillent

encore du côté mauritanien. Vêtu d'une veste polaire, ce colosse sierra-léonais a choisi « le shift de nuit » pour éviter les descentes de police. Ancien manœuvre sur des chantiers chinois à Dakar, il regretterait presque la réputation de *teranga* (« hospitalité », en wolof) du Sénégal. En Mauritanie, il a découvert le racisme ordinaire. Être noir et anglophone le condamne à être constamment racketté par les boutiquiers.

Sans se départir de son sourire, l'ancien chauffeur entré dans le pays grâce à un visa d'un mois dénonce la politique du chiffre des autorités de Nouakchott. « Lors de mon arrivée, j'ai été arrêté trois fois en deux jours alors que j'étais parfaitement en règle. » Depuis, il limite ses déplacements.

Fractures de la société ravivées

A en croire le représentant des Sénégalais de Mauritanie, la politique répressive de Nouakchott a ravivé les fractures de la société mauritanienne sensibles entre l'élite maure des Arabo-Berberes et les populations noires locales. « Le spectre des événements de 1989 [des violences interethniques entre les Maures arabo-berberes et les populations locales noires descendantes d'esclaves et de serfs (haratines) qui ont fait des milliers de victimes] nous menace, alors que nos deux pays sont intimement liés par le sang, l'histoire et l'économie », précise Mamé Aly, en situation irrégulière faute d'avoir été autorisé à renouveler ses papiers, et dont la femme et les enfants sont eux mauritaniens. Contacté par *Le Monde*, le ministre mauritanien de l'Intérieur n'a pas souhaité répondre. De son côté, Dakar s'est dit « indigné » par la voix de sa ministre de l'intégration africaine et des affaires étrangères, Yassine Fall. Elle s'est rendue à Nouakchott, lundi 17 février, et, d'après une source proche, a appelé à la fin des ralles et à simplifier la délivrance de cartes de séjour. ■

ABBAS ASAMAAN

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

L'ex-président brésilien Bolsonaro sera jugé pour tentative de coup d'Etat

L'ancien dirigeant d'extrême droite risque jusqu'à quarante-trois ans de prison

SAO PAULO - correspondant

Il y aura donc un « procès Jair Bolsonaro ». Ainsi en ont décidé les juges du Tribunal suprême fédéral, la plus haute instance du pouvoir judiciaire brésilien, qui, à l'unanimité, ont décidé, mercredi 26 mars, de retenir les charges pesant sur l'ancien président (2019-2023). Celui-ci est désormais officiellement accusé d'avoir tenté d'organiser un coup d'Etat, fin 2022, afin de renverser les résultats de l'élection présidentielle. Il risque jusqu'à quarante-trois années de prison.

L'affaire est d'ores et déjà historique. Jamais un ancien chef de l'Etat brésilien n'avait été poursuivi pour des faits d'une telle gravité. Les juges de la première chambre, qui réunit cinq des onze membres du Tribunal suprême fédéral, ont fondé leur décision sur une enquête minutieuse menée par la police fédérale. Jair Bolsonaro est accusé d'avoir pris la tête d'une « organisation criminelle » visant à instaurer un état d'exception et à assassiner son successeur, Luiz Inácio Lula da Silva, avec, pour conséquence, l'invasion et la mise à sac des institutions de Brasilia par des manifestants d'extrême droite, le 8 janvier 2023.

Au-delà du dirigeant d'extrême droite, les magistrats ont décidé d'ouvrir un procès contre sept autres personnalités soupçonnées d'avoir participé à l'élaboration du putsch, dont plusieurs militaires, comme l'ancien ministre de la Défense et général Walter Souza Braga Netto, ou l'ex-chef du renseignement Alexandre Ramagem.

« Théâtre procédural »

Entamée mardi 25 mars, la session de la première chambre a été retransmise en direct par les chaînes d'information. Les spectateurs ont eu la surprise de découvrir le visage crispé de Jair Bolsonaro, assis sur un fauteuil écarlate, au premier rang du public. L'ex-président avait tenu à assister à la première journée d'audience, afin de se « confronter » de manière « courageuse et honorable » à ses accusateurs, en premier lieu à Alexandre de Moraes, juge star du tribunal et rapporteur de l'affaire. Mais le regard accusateur de l'ancien capitaine de l'armée n'a pas fait ciller les juges. Celso Vilar, avocat de la défense, a argué que son client avait « ordonné la transition » avec l'administration Lula, fin 2022. « Cela n'est pas compatible avec une tentative de coup d'Etat »,

a-t-il plaidé, sans succès. Dos au mur, Jair Bolsonaro n'a d'autre choix que de dénoncer un procès politique et de se poser en victime. Dès mardi, il évoquait la « plus grande persécution politico-judiciaire de l'histoire du Brésil », puis, le lendemain, un « théâtre procédural » visant à « interférer dans la dynamique politique et électorale du pays » et à l'empêcher de se présenter à la présidentielle de 2026.

L'objectif des magistrats est de conclure l'affaire d'ici à la fin de l'année, afin de ne pas interférer avec la présidentielle. Pris de vitesse, Jair Bolsonaro compte sur ses alliés au Congrès pour le protéger. Le Parti libéral, dont il est président d'honneur, reste le premier groupe à la Chambre des députés et soutient une loi d'amnistie, qui absoudrait les émeutiers. En deux ans, plus de 500 d'entre eux ont été condamnés à des peines allant jusqu'à dix-sept ans de prison.

Mobilisation en déclin

La proposition de loi pourrait en théorie bénéficier à Jair Bolsonaro. Mais il n'est pas sûr qu'il dispose de l'assise politique d'antan. Selon le quotidien *Estadão*, 372 députés sur 513 soutiendraient une loi d'amnistie, mais à peine 105 se disent prêts à la voter dans le cas où elle s'appliquerait à l'ex-président, qui sent désormais le souffre. L'extrême droite est-elle prête à abandonner son héros déclinant ?

Autrefois capable de mobiliser des centaines de milliers de personnes dans les rues, Jair Bolsonaro n'a réussi à réunir que 18 000 manifestants, le 16 mars, sur la plage de Copacabana, à Rio de Janeiro. Une humiliation pour le « Mythe », comme le surnomment ses partisans, qui semble s'approcher de son crépuscule.

En ligne, « les réseaux bolsonaristes sont toujours très bien organisés, en particulier sur X. Mais on sent une nette diminution d'intensité dans le nombre de publications », constate Marcelo Alves, directeur de la méthodologie au sein de l'Institut Democracia em Xequ (« démocratie en échec »). « Le mot d'ordre se réduit à la seule défense de Bolsonaro et n'attire plus que des fondamentalistes. Les gens sont de moins en moins préoccupés par l'économie que par son sort devant les tribunaux », ajoute-t-il. Face aux assauts de la justice et au manque de soutien, le seul recours pour Jair Bolsonaro se trouve du côté de Washington, où son fils Eduardo s'est exilé fin février. ■

BRUNO MEYERFELD

CULTURES MONDE.

du lundi
au vendredi
11H – 12H

Mélanie
Chalandon
Julie Gacon



En partenariat avec
Le Monde

france
culture
L'esprit
d'ouverture